

# Les services du FMI achèvent leur mission de Consultation de 2021 au titre de l'article IV en Côte d'Ivoire

le 11 juin 2021

Les communiqués de presse de fin de mission contiennent des déclarations des équipes des services du FMI qui rendent compte de leurs conclusions préliminaires après leur visite dans un pays. Les avis exprimés dans la présente déclaration sont ceux des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement à ceux du conseil d'administration du FMI. À partir des conclusions préliminaires de cette mission, les services du FMI établiront un rapport qui, sous réserve de l'approbation de la direction, sera présenté au conseil d'administration pour examen et décision.

**Washington, DC:** Une équipe des services du FMI dirigée par Luca Antonio Ricci, a effectué une mission virtuelle du 25 mai au 10 juin pour des discussions dans le cadre de la consultation 2021 au titre de l'article IV avec les autorités ivoiriennes.

Au terme de la mission, M. Ricci a fait la déclaration suivante :

« La Côte d'Ivoire a bien résisté à la pandémie, grâce à une réponse rapide des autorités, et à une décennie de solides progrès des politiques macroéconomiques et structurelles, ainsi qu'au soutien de la communauté internationale, y compris le FMI.

« Les autorités ont réagi rapidement par des mesures de confinement et de fermeture des frontières internationales au début de la pandémie et ont ensuite engagé une réouverture prudente et progressive. En outre, un plan complet de riposte sanitaire et de soutien économique, social et humanitaire vise à contenir la propagation de la pandémie, aider les ménages et les entreprises, et maintenant à fournir et distribuer des vaccins contre la Covid-19.

« La reprise économique se poursuit. Malgré l'impact de la pandémie, la croissance est estimée à titre préliminaire à environ 2 pour cent en 2020, soutenue principalement par le secteur primaire et tertiaire, ce qui se compare favorablement à l'échelle internationale. L'inflation est temporairement en hausse, entraînée par les perturbations de l'approvisionnement induites par la pandémie et les récentes pénuries d'énergie. Le déficit budgétaire global s'établit à 5,6 pour cent du PIB en 2020, soit un niveau plus faible que prévu à l'automne dernier, en raison d'une performance des recettes meilleure qu'anticipée.

« Les perspectives macroéconomiques sont favorables, mais des risques subsistent. Le système économique et financier reste résilient et, malgré la récente pénurie d'électricité, les services du FMI anticipent la croissance à 6 pour cent en 2021. Les services du FMI ont souligné l'importance de continuer à surveiller la performance du secteur financier et de renforcer la santé financière des banques publiques. L'investissement et la croissance pourraient être plus importants avec la mise en œuvre par les autorités d'un programme de réformes solide à définir dans le cadre du projet de Plan National de Développement (PND) 2021-2025.

« Les services du FMI ont accueilli favorablement les grands objectifs envisagés dans le projet du PND, articulé autour de six piliers essentiels et s'appuyant sur un rôle important du secteur privé pour favoriser la transformation structurelle de l'économie, une croissance plus élevée, et une inclusion plus profonde.

« Les autorités ivoiriennes et les services du FMI ont convenu de l'importance de continuer à améliorer la mobilisation des recettes intérieures par la rationalisation des exonérations d'impôts, l'élargissement de l'assiette fiscale, et le renforcement de l'administration fiscale. Cela financerait les dépenses productives et sociales pour soutenir une croissance forte et inclusive, tout en préservant la viabilité macroéconomique et de la dette et en renforçant la résilience aux chocs éventuels, tels que les fluctuations des prix des matières premières et des conditions financières internationales. Les services du FMI ont également souligné l'importance d'assurer une trajectoire d'assainissement budgétaire progressive pour revenir au critère de convergence de l'UEMOA d'un déficit budgétaire de 3 pour cent du PIB d'ici 2023.

« Les services du FMI et les autorités se sont également accordé sur l'importance de continuer à améliorer l'environnement des affaires et d'approfondir le programme de réformes structurelles, notamment en améliorant l'efficacité des dépenses publiques, en renforçant la gouvernance, en réduisant l'inadéquation des compétences sur le marché du travail et l'informalité, en protégeant le droit de propriété, en facilitant l'accès au crédit et la promotion de la résilience climatique. À cet égard, les efforts et les plans des autorités visant à améliorer la fourniture de services publics, à élargir les programmes de formation professionnelle, à déployer le numéro d'identification fiscale unique, à promouvoir la numérisation et les systèmes de paiement mobile et à améliorer les infrastructures de transport sont les bienvenus.

« L'équipe du FMI tient à exprimer sa gratitude aux autorités pour les discussions ouvertes et constructives. »

L'équipe du FMI a tenu des réunions virtuelles avec le Premier Ministre Patrick Achi ; le Ministre et Secrétaire Général de la Présidence Abdourahmane Cissé ; le Ministre de l'Economie et des Finances Adama

Coulibaly ; le Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat Moussa Sanogo ; le Ministre du Plan et du Développement Nialé Kaba ; le Ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration Anne Désirée Ouloto ; le Ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Médicale Universelle Pierre Dimba ; le Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie Thomas Camara ; le Directeur National de la BCEAO Chalouho Coulibaly ; et d'autres hauts fonctionnaires du gouvernement et de la BCEAO ainsi que des représentants des milieux d'affaires et des donateurs.

**Département de la communication du FMI**

---

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

**ATTACHÉ DE PRESSE:** LUCIE MBOTO FOU DA

**TÉLÉPHONE:**+1 202 623-7100

**COURRIEL:** MEDIA@IMF.ORG